



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 23 OCT. 2020

**mettant en demeure la Société SOCOPA à Holtzheim, pour ses installations sises
1 rue Joseph Graff à Holtzheim, de respecter des prescriptions
relatives à la protection de l'environnement**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement, et notamment son article L.171-8 I ;

VU l'arrêté ministériel du 19 novembre 2009 modifié le 29 mai 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 4735 anciennement 1136 (emploi et stockage d'ammoniac) ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 avril 2011 fixant à la société COPVIAL des prescriptions de mises à jour relatives à l'exploitation d'un abattoir et d'un atelier de découpe à Holtzheim ;

VU l'arrêté du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simple ;

VU le rapport en date du 6 juillet 2020 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas réalisé les requalifications périodiques de ses équipements sous pression liés aux installations d'ammoniac conformément à l'article 14 de l'arrêté du 20 novembre 2017 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas établi la liste des équipements sous pression dont il dispose sur le site, conformément à l'article 6 de l'arrêté du 20 novembre 2017 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas établi de programme de contrôle des tuyauteries contenant de l'ammoniac, conformément à l'article 4.9 de l'arrêté ministériel du 19 novembre 2009 susvisé ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement :
« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine » ;

APRES communication du projet d'arrêté à l'exploitant ;

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société SOCOPA située 1 rue Joseph Graff 67810 Holtzheim, est mise en demeure de respecter dans un délai de 3 mois, pour l'exploitation de ses installations de l'abattoir de Holtzheim, les prescriptions de des articles 6 et 14 de l'arrêté du 20 novembre 2017 susvisé et de l'article 4.9 de l'arrêté du 19 novembre 2009 susvisé reprises ci-après :

Article 14 de l'arrêté du 20 novembre 2017:

« 1. Lorsque l'équipement ne fait pas l'objet d'un plan d'inspection tel que prévu au chapitre 1, son suivi en service comporte les inspections périodiques et les requalifications périodiques définies au présent chapitre, sans préjudice des dispositions particulières figurant en annexe 1.

Il soumis aux requalifications périodiques les récipients et les générateurs de vapeur mentionnés à l'article R.557-14-1 du code de l'environnement ainsi que les tuyauteries soumises à déclaration et contrôle de mise en service au titre de l'article 7. »

Article 4.9 de l'arrêté du 19 novembre 2009 :

« Tuyauteries d'ammoniac (dispositions spécifiques aux installations de réfrigération)...

L'exploitant établit un programme de contrôle pour le suivi en service de l'ensemble des tuyauteries.

Les contrôles ainsi que le programme de contrôle sont conservés et tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées et de l'organisme chargé du contrôle périodique. »

Article 2 :

La Société SOCOPA devra transmettre une copie des attestations d'inspection et de requalification de ces équipements ou leur attestation de mise hors service à la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est à Strasbourg avant le 31 mars 2021.

Article 3 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 4 :

Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des Installations Classées), sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la Société SOCOPA par lettre recommandée avec accusé de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au Maire de HOLTZHEIM.

La Préfète,

Pour la Préfète et par délégation
Le Secrétaire Général


Yves SEGUY

Délais et voies de recours : la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de STRASBOURG (31, avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg Cedex), ou sur le site www.telerecours.fr, par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ».